

# DE CADARACHE À BURE, METTRE FIN AU DÉLIRE NUCLÉAIRE !

« Pourquoi ce centre inoffensif n'a-t-il pas été installé tout simplement à Paris, et plus spécialement dans les jardins inutiles de l'Élysée ? [...] Si on me dit que, malgré son innocuité certifiée, ce centre nucléaire ferait courir quelque danger à Paris et aux hôtes de l'Élysée, je répondrai que notre sort et celui de nos enfants présents et futurs nous sont également très chers. »

Jean Giono, à propos de la construction de Cadarache, *Provence*, 1961.

## LE NUCLÉAIRE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?

L'énergie nucléaire est souvent promue comme une solution face à la nécessité urgente de réduire les émissions. Si sa production émet assez peu de CO<sub>2</sub>, on peut difficilement s'y fier pour maintenir la planète habitable. Non seulement l'ensemble de la filière, des mines d'uranium aux combustibles usés, contamine lentement les territoires où elle est implantée, mais des accidents nucléaires répétés ont condamné plusieurs portions du globe pour des siècles. Avec le réchauffement climatique, les centrales nucléaires vont devenir de plus en plus dangereuses. En bord de mer, elles sont très vulnérables à la multiplication des tempêtes et à la montée des océans, susceptibles d'interrompre leur alimentation en électricité, comme cela s'est produit à Fukushima en 2011. Les canicules menacent la sécurité des équipements électroniques, comme à Fessenheim, à l'été 2003, quand on a dû arroser les murs de la centrale avec de l'eau puisée dans le Rhin. Dans quelques années, y aura-t-il assez d'eau froide dans les fleuves et les rivières pour refroidir les réacteurs – réacteurs dont les rejets d'eau chaude menacent déjà la vie aquatique en période de canicule ?

Enfin, la promesse d'une quantité d'électricité illimitée, qui a été celle du programme nucléaire et qui est aujourd'hui celle d'ITER (voir encadré Cadarache), encourage le développement de projets industriels et d'usages eux-mêmes polluants.

En 70 ans, la filière nucléaire française a produit 1,62 million de m<sup>3</sup> de déchets radioactifs, soit l'équivalent de 648 piscines olympiques de matériaux qui resteront hautement toxiques pour des centaines de milliers d'années<sup>1</sup>. Chaque année, elle en produit 25 000 m<sup>3</sup> de plus. A 30 km d'ici, 42 000 m<sup>3</sup> de déchets nucléaires sont entreposés dans le gigantesque centre de Cadarache où, de l'aveu même des autorités, ils contaminent le sol et les eaux souterraines (voir encadré).

La « solution » décidée par l'État est l'enfouissement des plus dangereux de ces déchets à Bure, dans le nord-est de la France, une campagne sinistrée par les deux guerres mondiales et l'agro-industrie. Cette gigantesque poubelle nucléaire baptisée « Centre industriel de stockage géologique » (Cigéo), plongeant jusqu'à 500 mètres sous terre et comptant 300 km de galeries, devrait coûter au minimum 25 milliards d'euros d'argent public<sup>2</sup>.

L'idée paraît simple : mettre les déchets dans un trou, puis refermer. En pratique, cela ne résout pas le problème, et en crée de nouveaux. D'abord, la roche n'est pas totalement imperméable et le sous-sol travaille. C'est la raison pour laquelle à la Stocamine, en Alsace, suite à un incendie souterrain, les galeries contenant des déchets chimiques se sont effondrées, menaçant la plus grande nappe phréatique d'Europe. Autre exemple : pour ne pas provoquer d'explosion, ces déchets nécessitent, à plusieurs

<sup>1</sup>« Inventaire national des matières et déchets radioactifs, rapport de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), 2019.

<sup>2</sup> Ce n'est sûrement qu'un début : on se souvient par exemple qu'entre 2007 et 2019, le coût de la construction de l'EPR de Flamanville a triplé, passant de 3,5 à 10,9 milliards.

centaines de mètres sous terre, une ventilation colossale : qui serait assez fou pour garantir qu'il n'y aura pas de coupure de courant prolongée *pendant plus d'un siècle* ?<sup>3</sup>

Nous sommes rassemblé.es ici en solidarité avec toutes les personnes qui se réunissent ce week-end à Héவில்liers en Meuse, à 600 km d'ici. Avec eux et elles, nous disons :

Ce pharaonique projet d'enfouissement n'est pas une solution. Il n'y a pas vraiment de solution : la politique nucléaire française nous a conduits dans une impasse. L'option la moins risquée (et infiniment moins coûteuse) semble être de stocker ces déchets nucléaires en surface de façon contrôlable et réversible. Mais surtout, *surtout*, il faut arrêter d'en produire.

Il faut sortir immédiatement du nucléaire. Nous exigeons une politique de réduction drastique de la consommation d'électricité, une réévaluation démocratique de nos besoins, une production réduite et relocalisée. Nous exigeons l'interruption des poli-

tiques actuelles qui font monter en flèche la consommation d'électricité, comme le soutien public massif aux voitures électriques et aux technologies fondées sur le big data.

Depuis cette citadelle de Forcalquier, à quelques centaines de mètres de la maison de Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, nous dénonçons la répression intense qui s'abat depuis des mois à Bure. Depuis début 2018, les opposant.es ont cumulé près de 40 procès rien qu'en Meuse, 27 interdictions de territoire, une instruction pour association de malfaiteurs qui concerne 7 personnes et interdit à 10 autres de rentrer en relation. Ecoutes, balisage de véhicules, dizaines de perquisitions, ces méthodes atteignent les libertés les plus élémentaires de manifestation, d'expression, de circulation<sup>4</sup>. Nous affirmons ici notre solidarité avec toutes les personnes qui ont le courage de se rassembler pour combattre un horizon nucléaire présenté comme indépassable.

**Pour la justice sociale et l'écologie, organisons-nous pour refuser la démesure capitaliste et industrielle !**

## INTERCOLLECTIF CONTRE LES GRANDS PROJETS NUCLÉAIRES ET IMPOSÉS

### CADARACHE UNE IMMENSE FÊTE FORAINE DE L'ATOME À 30 KM DE FORCALQUIER

Au bord de la Durance se trouve le plus gros centre de recherche nucléaire d'Europe. Sur plus de 1620 hectares s'y déploient pas moins de 19 installations nucléaires civiles et militaire. Exemples : installation classée secrète destinée aux sous-marins, ancienne unité de traitement d'uranium, unité de fabrication de plutonium, 4 réacteurs expérimentaux, ainsi que le très contesté réacteur expérimental ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor) dont on nous promet qu'il pourrait permettre de produire, dans trois décennies, une énergie illimitée et sans déchets (dont le budget est passé de 5 à 19 milliards d'euros).

Le site de Cadarache abrite aussi un centre de conditionnement des colis de déchets et un immense parc d'entreposage que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) juge « insatisfaisante » étant donné que « des contaminations ont été mesurées dans le sol et les eaux souterraines ». Au total, 42 000 m<sup>3</sup> de déchets radioactifs dont une partie est destinée à être enfouie, justement, dans les sous-sol de la Meuse, à Bure.

Les risques liés à ce site sont pour le moins foisonnants : en 2009, le Commissariat à l'énergie atomique y a retrouvé par hasard une dizaine de kilos de plutonium égarés, soit assez pour fabriquer 5 bombes atomiques de type Hiroshima. Outre les pollutions radioactive et chimique, on retiendra aussi que Cadarache est situé sur la faille sismique la plus active de France, qu'on risque bientôt de manquer d'eau pour refroidir toutes ces matières hautement radioactives et que le risque d'incendie, à cause des sécheresses, augmente d'année en année.

<sup>3</sup>A ce sujet, lire l'interview du physicien Bernard Laponche dans *Libération*, 16/04/19.

<sup>4</sup>Lire le rapport de la Ligue des droits de l'homme : « Rapport sur les événements survenus à Bure et sur leur traitement judiciaire », 2019, sur le site de la LDH.